

Radio France : la grève sera levée à partir du 23 décembre... mais pourrait reprendre en janvier

Laurence Le Saux [Twitter](#)

Mise à jour



Bien qu'insatisfaits du dialogue avec la direction, les syndicats ont décidé d'interrompre leur mouvement contre les suppressions de postes à Radio France. Tout en promettant un nouveau préavis au début de l'année 2020...

La grève contre le plan d'économies de Radio France est reconduite, à l'appel de la CGT, jusqu'au dimanche 22 décembre minuit. Mais elle va s'interrompre le temps des fêtes, avant le « dépôt d'un nouveau préavis tout début janvier 2020 », précise le

syndicat — qui appelait à une grève illimitée depuis le 25 novembre, tandis que les autres syndicats de la Maison Ronde avaient lancé un appel pour deux jours précis, les 25 novembre et 19 décembre.

Les syndicats n'estiment toujours pas constructif le dialogue avec la direction, après une rencontre le 19 décembre. Le syndicat Sud s'en est ému dans un communiqué : « *Des heures de discussions pour finalement apprendre, aux alentours de 20h que, de 223 suppressions d'emplois, la direction en concèderait "seulement" 210. Soit un "gain" de 13 emplois ! La honte absolue !* ». « *Le cadre est resté le même, s'il s'agit juste de discuter de la façon dont on applique le plan, cela ne nous intéresse pas* », détaille Lionel Thompson, de la CGT.

Dans un mail envoyé ce vendredi aux équipes, la pdg Sibyle Veil a mis en avant ses actions récentes : « *J'étais hier matin à l'Assemblée nationale pour faire des propositions, pour garantir notamment que la spécificité et les moyens de la radio seront préservés au sein de France Médias [la future structure qui chapeautera l'audiovisuel public, ndlr]. J'ai également plaidé devant les députés pour une redevance à la fois pérenne, universelle et à la hauteur de nos missions.* » Tout en signifiant, dans un communiqué de la présidence un peu plus tard, que le conseil d'administration de Radio France venait d'adopter le projet stratégique pour 2022 — entérinant de fait le plan de suppressions d'emplois et les économies prévues.